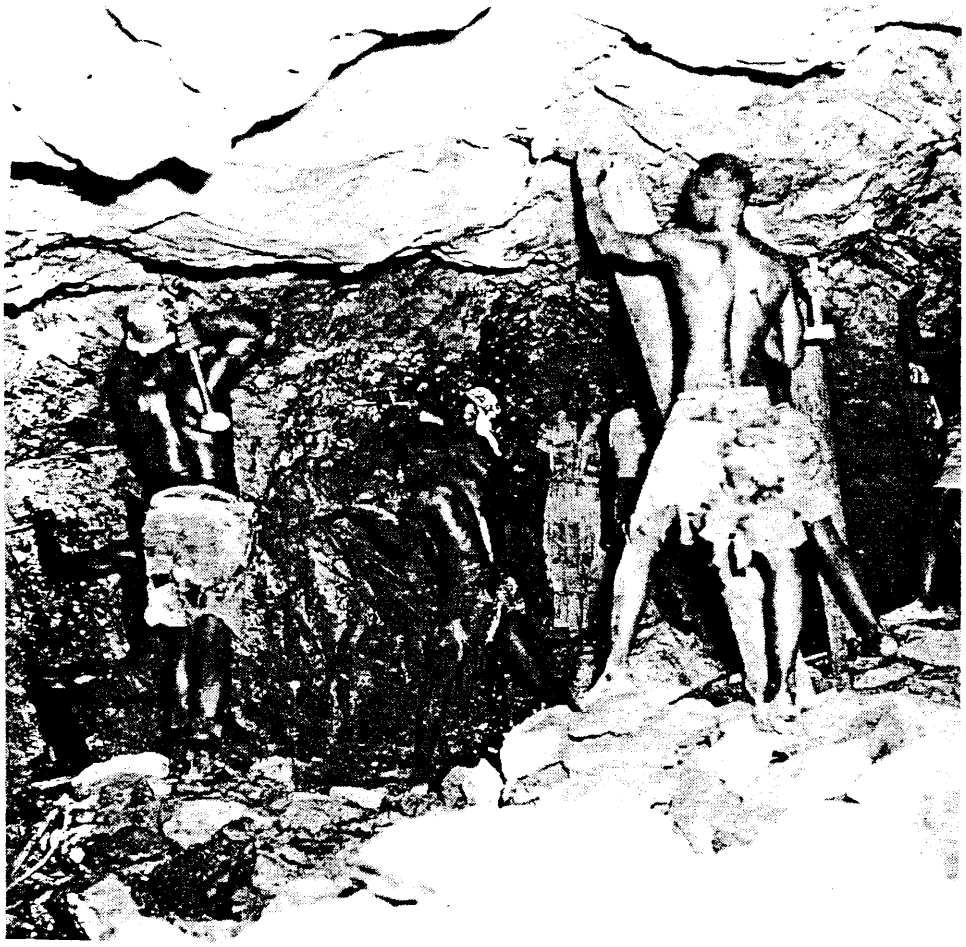
# RÉVISION DÉCHIRANTE OU PERCÉE VERS LE NORD ?

PAR
AQUINO DE BRAGANÇA



*Mineurs noirs en Afrique du Sud. Simplement la survie.* (*Photo A.F.P.*)

Le 6 novembre 1962, l'ONU, « émue » par les arguments des Afro-Asiatiques, se décide enfin à décréter l'embargo sur les livraisons d'armes à l'Afrique du Sud. A Prétoria, le gouvernement ne cache pas son inquiétude. L'Afrique du Sud, depuis le massacre de Sharpeville, en mars 1960, se sent de plus en plus mise à l'écart du « monde civilisé ».

C'est au surplus l'époque où l'avènement des nationalismes noirs fait tache d'huile : surgissant de la longue nuit du colonialisme, les peuples retrouvent leur souveraineté. Un vent de changement ébranle le continent. Les Belges ont dû abandonner le Congo en 1960 ; les Français céder au nationalisme algérien en 1962 ; les Anglais vont « quitter » le Kenya en 1963. L'optimisme règne en Afrique. N'oublions pas que la deuxième conférence des peuples africains, réunie à Tunis en juin 1960, avait fixé 1963 comme « date limite raisonnable » pour la libération de la totalité du continent.

Quand arrive cette échéance, l'Afrique indépendante n'a pas encore perdu l'espoir de réaliser son rêve : l'O.U.A. naissante constitue aussitôt un « Comité de libération » chargé d'aider les mouvements nationalistes. Par ailleurs, ses membres obtiennent que Prétoria et Lisbonne soient expulsés de plusieurs organismes internationaux. Le bilan de cette offensive est loin d'être négatif et certains se demandent si Prétoria ne sera pas contraint de procéder à « une révision déchirante » de sa politique d'*apartheid*.

## Un embargo inutile

En effet, la dépendance de l'Afrique du Sud en matière de commerce international est notoire : la Grande-Bretagne, les Etats-Unis, le Japon et la Communauté européenne absorbent 75 % de ses exportations. En 1966, 62 % des importations étaient fournies par quatre pays : Grande-Bretagne, Etats-Unis, Allemagne fédérale et Japon.

Les sanctions auraient donc pu être efficaces si elles avaient été appliquées par ces quelques pays dont dépend l'essentiel des échanges de Prétoria. Mais les grands du « monde libre » ne s'arrêtent guère aux considérations d'ordre moral. Anthony Crossland, ministre britannique du gouvernement travailliste, considéré comme un des leaders de l'aile gauche de son parti, se déclare à la fois contre l'apartheid et contre la rupture des relations économiques avec l'Afrique du Sud : « *Le gouvernement britannique*, dit-il, *estime que des choix politiques différents ne doivent pas freiner les relations commerciales avec les partisans de l'* apartheid. »

Résultat, le volume du commerce extérieur de l'Afrique du Sud va doubler de 1962 à 1968. Mais sa balance reste largement déficitaire, ce déficit passant même de 46 millions de rands en 1969 à 92 millions en 1970. Toutefois, au niveau de la balance des comptes, les ventes d'or permettent de rétablir l'équilibre. Pendant cette même période, l'Afrique du Sud va bénéficier d'un flux massif d'investissements étrangers en provenance de Grande-Bretagne et des Etats-Unis. Quant à l'embargo sur les ventes d'armes décrété par le gouvernement Wilson, il n'empêchera rien : dès 1964, l'armée sud-africaine est presque entièrement équipée avec du maté- ►

riel français. En outre, l'Afrique du Sud se trouve dès cette époque en mesure de fabriquer elle-même des armes (blindés Panhard sous licence française, fusils *Mark RI*, sous licence belge). Avec la collaboration de la firme *Aermacchi* de Milan, la construction d'une usine d'avions de combat est entreprise.

Actuellement, Prétoria est en mesure de mobiliser en quelques jours une force très bien équipée de 200 000 hommes et dispose d'unités aéroportées susceptibles d'atteindre en 90 minutes n'importe quel point des territoires qui sont sous son contrôle direct.

## Rien pour les Noirs

D'où vient ce remarquable développement, un des plus rapides qu'aient connus au cours de ces dernières années les pays industrialisés puisque la production globale s'est accrue, depuis 1960, de plus de 10 % par an ? Cela tient essentiellement à l'exploitation radicale de la main-d'œuvre africaine grâce à une organisation rationnelle du travail forcé.

La plupart des Africains d'Afrique du Sud vivent dans des « réserves » surpeuplées qui couvrent à peine 12,5 % du territoire et sont situées dans des régions arides. La simple survie impose à plus d'un million d'hommes en âge de travailler d'accepter les conditions misérables qui leur sont faites dans les mines, les fermes et les usines des Blancs.

A cette main-d'œuvre vient s'ajouter plus d'un million de travailleurs venant du Mozambique, du Malawi, du Lesotho, du Botswana et du Swaziland, dont les conditions de vie sont encore pires que celles réservées aux autochtones. Ces travailleurs sont logés dans des villes-casernes construites près des mines. Ils ne sont pas autorisés à en sortir.

La survie de l'industrie minière aurifère ainsi que la prospérité de l'ensemble du secteur industriel et minier de l'économie sud-africaine reposent exclusivement sur l'exploitation de cette main-d'œuvre.

En 1970, la « Chambre des mines » a accordé une augmentation de 5,5 % aux 21 000 travailleurs blancs des mines d'or. Mais rien n'a été fait pour les 380 000 travailleurs noirs. Pourquoi en effet, comme l'a expliqué le président de la « Chambre des mines », T.E. Muller, augmenter le salaire des Africains alors que le nombre de ceux qui aspirent à ces emplois dépasse le nombre des places disponibles ?

Cette application ingénieuse de la loi de l'offre et de la demande sur le marché du travail a débouché sur une évolution des salaires des travailleurs africains exactement inverse de celle de l'économie générale du pays et sur une discrimination toujours plus rigoureuse entre « travail blanc » et « travail noir ». En 1936, le rapport entre salaires « blancs » et salaires « noirs » était de 1 à 11,6. En 1966, il atteignait 17,6 et, en 1970, plus de 20.

Or seul cet emploi massif de main-d'œuvre africaine largement sous-payée permet de maintenir la rentabilité des mines d'or bien que le prix de ce métal (35 dollars l'once) n'ait pas varié depuis 1934 et que les frais d'exploitation aient été en hausse constante. Certes, l'apparition, en 1968, sur les places financières du monde occidental, d'un pseudo-marché libre de l'or, soumis en réalité à la pression constante des grandes banques centrales, a quelque peu détendu la situation, mais il n'empêche qu'aujourd'hui encore on peut valablement considérer que les travailleurs noirs sud-africains subventionnent directement le dollar américain en permettant de repousser l'inéluctable échéance d'une dévaluation de cette monnaie et d'une réévaluation concomitante du prix de l'or.

Car il ne faut pas oublier que Prétoria fournit 70 % de la production aurifère mondiale et la quasi-totalité de la production du monde occidental.

## Choisir

Cependant, l'accélération du développement économique de l'Afrique du Sud a considérablement augmenté la pression exercée sur les importations. Au cours du dernier trimestre de 1969, le déficit commercial atteignait 1 260 millions de dollars, ce qui était alors considéré comme un niveau de crise. Il n'a pas diminué depuis lors. Il devenait donc d'autant plus urgent de trouver une solution que les possibilités d'augmentation des exportations vers les pays industrialisés se révélaient difficiles et qu'il est tout aussi difficile de réduire la demande interne en biens d'équipement et de consommation. L'Afrique du Sud en est arrivée au point où elle doit soit reconsidérer totalement sa politique intérieure en ouvrant le marché intérieur sur les Africains, soit trouver de nouveaux débouchés. Prétoria doit en somme choisir entre une expansion intensive qui englobe l'ensemble de la population, sans distinction de races, et ne conservant comme moyen de discrimination que les procédés classiques du capitalisme moderne, et une expansion extensive, de type impérialiste, qui suppose de disposer de vastes marchés extérieurs.

Or le premier choix supposerait tout à la fois la suppression de l'*apartheid* et la disparition des super-bénéfices des sociétés qui atteignent actuellement, sans impôts, 55 % du chiffre d'affaires, ce qui est exclu. Reste donc le second, que le prédécesseur de Vorster, Hendrick Verwoerd, avait déjà préconisé en lançant l'idée d'un « marché commun sud-africain », premier pas vers une communauté des Etats de l'Afrique australe qui comprendrait dans un premier temps, outre l'Afrique du Sud elle-même, la Namibie, le Lesotho, le Swaziland, le Botswana, la Rhodésie, les colonies portugaises de l'Angola et du Mozambique plus le Malawi du docteur Banda. Mais Prétoria voit plus loin encore : son but est de parvenir à briser le glacis nationaliste africain formé par la Zambie et la Tanzanie. Le Congo-Kinshasa de Mobutu ne serait alors pas très difficile à convaincre, pas plus sans doute que l'actuel régime kényan.

## Combien de morts ?

Ce serait alors toute l'Afrique située au Sud de l'Equateur qui se trouverait engloutie dans la zone d'influence de ce fameux marché commun africain soutenu de l'extérieur par les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France, tandis que les mouvements nationalistes seraient coupés de leurs bases logistiques et renvoyés vers des pays où ils risqueraient de se trouver fort mal accueillis.

Car la manœuvre est d'importance. La « percée vers le Nord » de l'Afrique du Sud s'inscrit à l'intérieur d'un système qui englobe le continent noir tout entier. Déjà, au nord du fleuve Congo, en République centrafricaine, le colonel Bokassa s'est prononcé pour le dialogue avec les champions de l'*apartheid* En Ouganda, le général Amine, qui vient récemment de s'emparer du pouvoir, est prêt à adopter une attitude analogue. Avec Madagascar, véritable clef de la partie occidentale de l'océan Indien, les dirigeants de la Côte-d'Ivoire, du Gabon, du Ghana et de la Haute-Volta se sont eux aussi prononcés en faveur de ce fameux dialogue, tandis que tout est fait pour abattre les îlots de résistance, tels la Guinée, le Sierra Leone ou la République populaire du Congo-Brazzaville.

Que resterait-il de l'Afrique indépendante si pareil plan venait à aboutir ? La colère et la capacité de résistance de ces peuples ? Certes, mais au prix de combien de vies humaines et après combien d'années de lutte ces peuples triompheraient-ils alors ?

Pour éviter de se laisser enfermer dans de semblables perspectives, c'est dès à présent que les Africains doivent réagir contre la tentative de liquidation des mouvements nationalistes et d'ouverture à l'Afrique du Sud, dans un premier temps, des marchés africains. Seule une lutte radicale et sans compromission contre la discrimination raciale et l'impérialisme sud-africain peut faire échouer un plan qui tend, à travers l'Afrique du Sud, et à partir de ce qui subsiste de colonisation directe, à enfermer l'ensemble du continent noir dans la plus rigoureuse des dominations néo-coloniales.

**Aquino de Bragança**